

Urgences : l'appel à l'aide des directeurs d'hôpitaux

RÉGION À la veille d'un été qui s'annonce catastrophique, la Fédération hospitalière de France Paca réclame des mesures radicales et immédiates

Agir, tout de suite. "Le 1^{er} juillet, ce sera trop tard...", préviennent les directeurs d'hôpitaux de la région Paca. La fédération hospitalière de France (FHF) qui les représente lance à son tour un cri d'alarme à la veille d'un été qui s'annonce catastrophique sur le front des urgences hospitalières. Ces services traversent en effet "une crise sans précédent". Alors qu'hier, neuf syndicats et collectifs hospitaliers organisaient une journée de mobilisation pour réclamer des hausses de salaires et d'effectifs (lire ci-dessous), les directeurs d'établissements appellent à l'aide, aussi bien les usagers que les autorités. À l'initiative du sénateur Alain Milon, président de la FHF Paca, les chefs de service des urgences des hôpitaux publics, les directeurs des Samu de Marseille et de Nice ont dressé une liste d'actions qualifiées d'"absolument prioritaires et urgentes pour passer l'été", explique la fédération dans un communiqué.

Clairement, la menace d'une rupture de soins se profile en Paca, qui s'apprête à accueillir deux millions de touristes, ce qui va entraîner mécaniquement des pics d'affluence dans des services d'urgence hospitalières déjà essorés par deux années de pandémie. Et laissés bien seuls sur le front de la permanence des soins. Des urgences où les conditions de travail sont à ce point dégradées que les soignants démissionnent à la chaîne, le plus souvent sans pouvoir être remplacés faute de candidats. 30% des postes d'urgentistes de la région sont aujourd'hui vacants, alors même que le flux de malades ne cesse de grossir, du patient qui a mal à la tête à celui qui fait un infarctus. "Les médecins et les personnels paramédicaux souffrent et se sentent maltraités. Ils partent, quittent l'hôpital pour aller



La menace d'une rupture de soins se profile en Paca, qui s'apprête à accueillir deux millions de touristes. /PHOTO D. ROSSI

exercer dans des lieux où ils pourront avoir leurs week-ends, soirées, jours fériés. Qui peut leur en vouloir? Travailler dans le service d'urgence d'un hôpital public devient de plus en plus une accumulation de contraintes sans la compensation d'une rémunération adaptée à la pénibilité", souligne la FHF.

Effets en cascade

Comme le détaillait *La Provence* dans son édition du 25 mai, 120 services d'urgences en France sont déjà contraints de fermer temporairement ou de limiter leur activité, faute de personnel suffisant. "Avec des

"Le 1^{er} juillet, ce sera trop tard pour prendre des mesures."

effets en cascade sur les autres établissements", explique la FHF. Ainsi lors le centre hospitalier de Banyuls en Occitanie est saturé, c'est celui d'Avignon qui récupère les patients. Même système de vase communicant entre les hôpitaux d'Aix et de Manosque et le CHU de Marseille. À la Timone à Marseille, l'un des plus gros services d'urgences de France fonctionne avec trois lignes de

gardes sur 5 et grâce au renfort des chirurgiens orthopédiques des services de soins. Les hôpitaux de Martigues, d'Arles et d'Aix doivent fermer régulièrement l'accueil de leurs urgences, tout comme celui de Manosque où 50% des postes médicaux sont vacants. Fermures ponctuelles également à Avignon, Cavaillon, Carpentras. "Partout, les plannings sont précaires, il n'y a pas de visibilité au-delà d'une semaine ou deux", souligne la FHF. Qui s'attend à de nouveaux départs d'urgentistes si la situation continue à se dégrader.

Plan d'urgence sanitaire

Aussi, pour la FHF, on n'a pas le temps d'attendre. Pas même les résultats, promis pour début juillet de la "mission flash" sur les urgences lancée par le Président Macron. Il s'agit d'abord, dès à présent de "communiquer fortement pour expliquer au public comment fonctionne un centre 15, un service d'urgences: aller aux urgences ne doit pas être automatique". Mais aussi de revaloriser le travail pénible: majorer et défiscaliser les heures supplémentaires, déplaçonner l'intérim médical les nuits, les week-ends et jours fériés durant la période d'activité touristique intense. La FHF appelle encore à "déclencher le plan national d'urgence sanitaire comme pour les périodes les plus critiques de la pandémie, avec toutes les forces des secteurs du public et du privé", afin de connaître la disponibilité des lits en aval et recentrer sur les hôpitaux tous les professionnels disponibles pour faire des gardes. Et même "utiliser la réquisition pour assurer la permanence des soins là où il n'y a plus d'autre solution" ainsi que prévoir l'ouverture d'un "hôpital de campagne" là où il n'y aura plus de solutions. Aux grands maux, les grands remèdes.

Sophie MANELLI

LES PERSONNELS HOSPITALIERS DANS LA RUE HIER

Faible mobilisation en attendant la "mission flash"

En pleine crise des urgences et à quelques jours des législatives, les personnels hospitaliers se sont peu mobilisés hier pour réclamer des hausses de salaires et d'effectifs, tandis que l'exécutif attend le résultat de la "mission flash" commandée par Emmanuel Macron. Pour cette première journée

d'action du second quinquennat Macron, neuf syndicats et collectifs de soignants organisaient des rassemblements dans au moins cinquante villes. Mais la mobilisation n'a pas fait le plein.

Ainsi à Paris, entre 200 et 300 manifestants se sont retrouvés devant le ministère de la Santé

en début d'après-midi. Dont Corinne Panot, aide-soignante venue de Méricourt (Vosges) pour rappeler qu'"au-delà des augmentations de salaires, c'est surtout des moyens humains qu'il nous faut". Ils étaient à peu près aussi nombreux à Toulouse, où Hélène Isus, infirmière au CHU, expliquait vou-

loir "faire (son) travail correctement, ne pas avoir à choisir entre les patients". Même affluence à Grenoble et à Nantes, où l'infirmier en pédopsychiatrie Ronan Tréguer s'exaspérait: "Ça fait des années que c'est le bazar et on en a marre. Nos conditions de travail sont déplorables et les patients en pâtissent". À Bordeaux, parmi les quelques centaines regroupés devant le CHU à la mi-journée, Lise, infirmière de bloc opératoire, se disait lassée de devoir "toujours faire plus avec moins de temps et de personnel".

"Il y a beaucoup de fatigue professionnelle, on est rappelés sur nos jours de congés", soulignait Noëlle, aide-soignante au CHU de Rennes, où une centaine de personnes ont défilé du CHU à l'agence régionale de santé (ARS). À Clermont-Ferrand, ils n'étaient que quelques dizaines devant le CHU. "J'aime mon métier, mais c'est dur de rester motivée car on ne peut plus le faire correctement", déplorait l'infirmière Nathalie Niort. C'est aux urgences que le feu couve: faute de soignants, au moins 120 services ont été forcés de limiter leur activité ou s'y préparer, selon un décompte fin mai de l'association Samu-Urgences de France.



Entre 200 et 300 manifestants se sont retrouvés devant le ministère de la Santé, à Paris, en début d'après-midi. /PHOTO AFP

INFLATION

L'essence de nouveau à des prix records

Les prix des carburants routiers vendus en France ont progressé la semaine dernière, l'essence repassant au-dessus de la barre des 2 euros malgré la ristourne à la pompe mise en place par le gouvernement, selon des chiffres officiels publiés hier. Le super sans plomb 95 a ainsi atteint 2,1012 euros le litre en moyenne la semaine dernière et le sans plomb 95-E10 a grimpé à 2,0660 euros, selon des chiffres du ministère de la Transition écologique arrêtés vendredi. Ces deux types de carburants n'avaient pas dépassé les 2 euros, en moyenne, depuis le mois de mars. Le gazole a fortement progressé, mais est resté sous ce seuil symbolique, à 1,9615 euro le litre. Ces prix élevés tiennent compte de la ristourne de 18 centimes le litre (en métropole continentale) mis en place par le gouvernement, dont le président Emmanuel Macron a récemment annoncé qu'elle serait prolongée en août, alors qu'elle devait initialement s'arrêter fin juillet. Les prix du pétrole évoluent à

des niveaux élevés depuis l'invasion russe de l'Ukraine en particulier et ont connu récemment une nouvelle poussée avec l'embargo progressif annoncé par l'Union européenne. Ils étaient proches de 120 dollars le baril mardi.

Facteur saisonnier

La hausse spécifique du sans plomb, redevenu plus cher que le gazole comme c'est habituellement le cas, obéit aussi à des facteurs saisonniers. Ce carburant est en effet le plus consommé aux États-Unis, qui se préparent pour la saison estivale des grands déplacements en voiture ("driving season"). "Depuis le mois de mai, les acteurs américains achètent davantage de sans plomb pour être capables d'approvisionner, de fournir la demande supplémentaire et cela a un impact par ricochet sur les prix en Europe", expliquait la semaine dernière Olivier Gantois, président de l'Ufip Énergies et Mobilités, qui regroupe les grands groupes pétroliers en France.

Une aide pour les plus modestes versée "à la rentrée"

Élisabeth Borne a annoncé hier qu'une aide serait versée "à la rentrée" aux plus modestes qui font face à la hausse des prix, et qu'à cette échéance serait aussi mis en place un dispositif d'aide aux "gros rouleurs" confrontés à la hausse des prix des carburants. "Dans l'urgence, avec l'inflation, ce sera une aide versée directement sur le compte en banque, en une fois, tenant compte naturellement du nombre d'enfants dans la famille", a détaillé sur France Bleu la Première ministre. Cette première aide pourrait s'élever "à 150 euros", a dit Dominique Chargé, président de la coopérative agricole lors d'une conférence de presse conjointe avec la FNSEA sur le chèque alimentaire. Le gouvernement a indiqué que dans un second temps, "une réflexion" serait lancée sur "un dispositif ciblé pour permettre à tous les Français d'accéder à des produits de qualité, des produits bio", a-t-elle ajouté.

À suivre

La vente de véhicules diesel ou essence neufs interdite en Europe en 2035 ? Le Parlement européen examine cette semaine un paquet de mesures visant la neutralité carbone en 2050, le "paquet climat". Parmi elles, la mesure la plus clivante est l'interdiction de la vente de voitures neuves équipées de moteurs diesel, essence ou hybride en 2035. Cette proposition doit concrétiser l'objectif de l'UE de réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre de 55% d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 1990. C'est l'une des huit propositions de ce paquet climat. La vente des véhicules d'occasion n'est pas concernée et les automobilistes qui auront acheté des voitures thermiques avant l'interdiction pourront continuer à rouler avec leur véhicule après 2035. Certains amendements prévoient de ramener cette réduction de 100% à 90% les émissions de CO2 des voitures neuves en 2035.

Le chiffre

5,5%

Une nouvelle augmentation générale des salaires de 2,9% dans le secteur de la propreté a été accordée, portant ainsi à 5,5% en 2022 la progression des rémunérations, tandis que l'indemnité transport augmente de 27%, a annoncé la principale fédération patronale de la branche (FEP).

DON DU SANG

"La situation reste très difficile", selon l'EFS

Impacté par la crise sanitaire, l'établissement français du sang (EFS) se trouve toujours dans une "situation très difficile" et espère renouveler ses stocks en juin, avant une période d'été pendant laquelle il est plus difficile de mobiliser les donneurs. L'établissement "continue à vivre les effets de la crise, les conséquences de la pandémie", a souligné hier son président François Toujas, lors d'une conférence de presse organisée pour la journée mondiale des donneurs de sang. Annulations de collectes en entreprises et en universités, plus faible mobilisation des donneurs, difficultés de recrutement de personnel médical... la crise sanitaire a considérablement affecté la collecte de sang.